

Mai 1968, un tournant dans l'histoire du Quart Monde ?

Jean Tonglet

Quarante ans après mai 1968, prenant appui sur les archives du Mouvement rassemblées au centre international Joseph Wresinski, l'auteur revient sur la manière dont cet événement a marqué l'histoire du Mouvement ATD Quart Monde.

Mai 1968 : encore ! Fallait-il céder à la fièvre commémorative qui marque en France et ailleurs le quarantième anniversaire de l'année 1968, et en particulier des « événements de mai » ? En quoi les plus pauvres et le combat contre la misère étaient-ils concernés par ces événements ? Pour trancher et prendre finalement la décision d'écrire cet article et d'ouvrir quelques pistes qui pourront inspirer des recherches plus approfondies, la consultation des archives disponibles a été décisive. Les lignes qui suivent vous proposent de les parcourir et de découvrir ainsi ce qu'ont représenté les événements de mai 1968 pour les populations les plus défavorisées.

Commençons par un extrait de *Feuille de route* (juin 1968), titré : « Le sous-prolétariat et les équipes Aide à toute Détresse face à la situation actuelle » :

« *Un temps d'angoisse*

L'apparition des grèves a vu naître dans les bidonvilles et cités d'urgence, une nouvelle inquiétude qui venait s'ajouter à l'insécurité quotidienne. Les familles françaises pensaient à 1936, ces temps durs où la faim, la peur, avaient

mis leurs parents aux abois. Les Gitans, eux, évoquaient les camps de concentration et les troubles politiques qu'ils avaient déjà vécus ailleurs : « *On nous massacra tous* », disaient-ils. Quant aux travailleurs migrants, ils n'avaient qu'une consigne : se tenir tranquilles sous peine d'être expulsés. Certains d'entre eux parmi les Portugais ont préféré retourner chez eux : « *Si c'est la misère en France, mieux vaut vivre la misère chez nous* ».

Que faire ?

Comment empêcher que des familles, pendant des semaines, ne se nourrissent que de croûtons ramassés ça et là ? Comment éviter que s'installent la mendicité, la dépendance, la perte de la dignité humaine, les bagarres internes ? Telles furent les préoccupations de chaque équipe dans la mise en œuvre d'un programme d'action.

Volontaire du Mouvement ATD Quart Monde depuis 1977, **Jean Tonglet** est responsable du centre international Joseph Wresinski à Bailleul-en-France et directeur de la *Revue Quart Monde*.

Des comités de solidarité

Toujours nous avons voulu que les familles soient responsables de leur propre destin et du destin de leur groupe. Les équipes ne doivent être que des terrains de rencontre où les habitants trouveront les moyens de bâtir ensemble une communauté ouverte au monde environnant. Chaque équipe a donc demandé à la population à laquelle elle était attachée, d'élire des comités. À ces derniers, seront remis les dons en espèces ou en nature que des amis récoltèrent nuit et jour à Paris. Les comités décideront du mode de distribution : soit suivant un partage pur et simple entre toutes les familles, en tenant compte de leur importance, soit suivant un système de coopérative ».

Le même numéro de *Feuille de Route* annonçait la rédaction d'un manifeste, rédigé sur la base de « cahiers de doléances » que les équipes du Mouvement avaient fait circuler dans les cités de France où elles étaient présentes. Le père Joseph Wresinski les y avait poussées en leur disant : « *Les étudiants s'expriment sur les murs, les bourgeois, les ouvriers, tout le monde dialogue et s'exprime. Tous, sauf les plus pauvres ! Il faut que nous fassions passer des cahiers dans nos cités où les gens puissent dire ce à quoi ils aspirent, quelle société ils veulent pour demain* ».

Quelques semaines plus tard, la revue *Igloos* y revenait et y consacrait son numéro 41-42, daté mai, juin, juillet et août 1968, sous le titre « Un peuple parle ».

Des comités de solidarité aux cahiers de doléances

Ce numéro d'*Igloos* s'ouvrait sur une adresse :

« En mai et juin 1968, les familles qui vivent dans les bidonvilles et les quartiers vétustes subissent peut être plus que beaucoup d'autres, les contrecoups des événements et se trouvent sans ressources. Partout où le Mouvement "Science et Service" fut présent, il suscita alors, parmi la population, la création de comités de solidarité. Ceux-ci organisèrent la réception et le partage des sommes et des denrées recueillies par le Mouvement, au bénéfice de leurs familles.

Les liens et les responsabilités qui unissent les uns aux autres les membres des comités de solidarité les amenèrent à se poser de nombreuses questions : devons-nous toujours vivre ici ? ... Pourquoi nos enfants n'aiment pas la classe ? ... Pourquoi nous refuse-t-on le travail, quand l'on sait que nous sommes du Camp ou de la Cité... Et puis, l'hiver avec la boue et le froid, les enfants sont toujours malades, il est impossible de les soigner, on n'a pas ce qu'il faut, il n'y a pas d'hygiène. Chez nous c'est trop petit, les voisins entendent et voient tout ce que l'on fait.... Pourquoi nous refuse-t-on un certificat de domicile ?

Afin d'informer les gens de leur situation et de leur condition de vie, les membres des comités ouvrirent des cahiers de doléances sur lesquels chacun fut invité à inscrire ses doléances et à les signer. Par ces cahiers, ce peuple témoignait du désir d'en sortir, mais ayant pris conscience de son impossibilité de changer seul de condition, il faisait appel à tous.

Ce peuple des cités d'urgence et des taudis compte sur vous pour soutenir leur demande. Il ne réclame que des choses justes et raisonnables, c'est-à-dire la santé, le travail, l'école, l'habitat en un mot d'être traité avec honneur, comme toute autre personne ; n'est-ce pas incom-

préhensible qu'il ne l'ait pas déjà obtenu ? ».

Un manifeste

Suivaient, sur plusieurs pages, des reproductions en fac-similé de quelques-unes des milliers de pages manuscrites recueillies par les équipes du Mouvement auprès des habitants de bidonvilles et de cités d'urgence de Stains, Mulhouse, Orly, Créteil, Reims, La Courneuve, Saint-Denis, Toulon, Noisy-le-Grand et d'autres lieux encore.

Adressé « *aux plus hautes instances de la Nation, aux responsables de la Charte des Droits de l'homme, à tous ceux qui croient en l'homme* », ce manifeste s'ouvrait en ces termes :

« Nous qui, avec nos enfants, sommes contraints de vivre dans les conditions de vie les plus difficiles, nous qui, en France ou dans notre pays d'origine, avons de père en fils été mis à l'écart des fruits des réformes et du progrès, demandons aujourd'hui les moyens et les pouvoirs de participer à la transformation de la société et d'en être les bénéficiaires au même titre que tous les autres.

Nous qui avons été condamnés à demeurer au bas de l'échelle sociale, demandons d'être des hommes reconnus comme tels, c'est-à-dire capables d'assumer nos droits et nos responsabilités ».

Évoquant successivement le droit à un habitat humain, au savoir, à la sécurité de l'emploi et à la sécurité matérielle, ce manifeste débouchait sur une revendication centrale :

« Nous demandons finalement comme tout le monde la participation à la gestion de notre destin comme à celle de la marche du pays. Cette participation est la condition de la dignité de l'homme de notre temps.

Nous demandons à être consultés sur tout ce qui concerne directement l'amélioration de nos conditions de vie et sur toute décision prise à notre égard et à être désormais représentés par des personnes que nous aurons désignées nous-mêmes dans les institutions où les citoyens sont appelés à déléguer leur porte-parole.

Nous rappelons que nous n'avons jamais été associés à la gestion des affaires qui nous concernent ; que nous avons été représentés dans certains conseils et commissions par des organisations que nous n'avions pas choisies et qui ne pouvaient pas être solidaires de nous ».

Pour la première fois, les pauvres se racontaient eux-mêmes, disaient eux-mêmes ce qu'ils voulaient, révélaient leur pensée, leur volonté d'être des parents, des travailleurs, des citoyens comme les autres.

Quelle réponse ?

À ses lecteurs, *Igloos* proposait de ne pas laisser cet appel sans réponse. Il les invitait au contraire à répondre, en apposant leur signature au bas d'une carte-réponse, encartée dans le numéro, qui reprenait le texte suivant :

« Ainsi un peuple parle pour la première fois. Entendrons nous, répondrons nous ?

Depuis toujours nous pensons qu'en dessous d'un certain seuil social et culturel, l'homme est incapable de penser, de parler, d'agir comme nous l'entendons ; qu'il est nuisible et dangereux. Aussi, quelles que fussent nos convictions idéologiques, nous avons exclu d'office de l'idéal et de l'espoir ceux qui sont trop usés pour servir notre cause. Quelles que fussent nos divergences, nous avons tous été d'accord sur la valeur négligeable des

hommes et des femmes situés au bas de l'échelle sociale. Ils ne méritaient pas la parole et n'avaient qu'à se terrer au fond des taudis de nos villes, de nos banlieues et de nos villages, accueils de tous les sans voix.

Leur répondre aujourd'hui signifie renverser l'histoire. Non pas l'histoire du progrès, mais celle de la répartition de tous ses bienfaits.

Car si nous invitons enfin les exclus à participer à la marche du pays, il faudra bien que nous allions jusqu'au bout de cette transformation de nos mentalités, en leur fournissant les moyens de la participation. Parmi ces moyens, il y aura en tout premier lieu le savoir et la culture.

Céder une part de notre propre intérêt

Nous accepterons donc de céder une part de notre propre intérêt pour que ceux, dont l'intérêt a été négligé depuis toujours, rattrapent leur retard. Nous accepterons de réclamer moins de moyens pour nos réformes universitaires afin d'en procurer davantage aux pré-écoles et aux écoles primaires des zones de taudis. Nous voudrions que ces écoles en milieu culturel défavorisé soient aussi bien dotées en maîtres et en moyens que celles de nos quartiers les plus aisés.

De même, nous nous contenterons d'augmentations moins progressives de nos salaires et autres revenus, afin que les travailleurs aux moindres revenus puissent améliorer les leurs et ainsi se rapprocher de nous.

La Nation emploiera le meilleur de son intelligence à inventer les moyens d'une accélération du développement culturel, professionnel et économique au bas de l'échelle sociale. Chacun de nous sera personnellement prêt à payer de ses propres privilèges, à donner de lui-même et à permettre que sa part soit diminuée

pour que les défavorisés soient enfin favorisés.

Nous tous qui envisageons des réformes au nom d'une plus grande justice, sommes-nous prêts à aller jusque là ? Alors seulement la participation deviendra une réalité autour de laquelle tous les hommes de bonne volonté pourront s'unir ».

Opération

« Le savoir dans la rue »

Mai 68 fut aussi l'occasion d'une autre évolution significative dans l'histoire du Mouvement ATD Quart Monde, avec la naissance du « *Savoir dans la rue* ». Interrogé en novembre 1987 par une jeune journaliste, Claudine Faure, le père Joseph Wresinski revenait sur cette création. Questionné sur l'importance qu'il accordait, dans la lutte contre la misère, à l'accès au savoir, il répondait :

« Je pense que le savoir est devenu une banalité et je ne sais pas comment expliquer ça, il y a un espèce de sentiment de dégoût. Quand on sait, on se croit supérieur, on ne se rend pas du tout compte que le savoir, on ne l'a obtenu que parce que d'autres se sont donné la peine de vous le transmettre, ils se sont usés. Ceux qui sont à l'université ne se rendent pas toujours compte et c'est très grave, qu'en réalité, leur savoir, ils l'ont obtenu à cause des sacrifices imposés aux ouvriers, aux travailleurs, à ceux qui n'ont eu comme savoir que leur métier, leur certificat d'études. Il y a une inconscience, et c'est pourquoi le Mouvement essaie de sensibiliser les jeunes. C'est en 1968, que j'ai découvert ça, pendant le mouvement de contestation des étudiants. À l'université, ils discutaient des nuits entières. Je voyais tous ces jeunes plein

50 *Mai 1968, un tournant dans l'histoire du Quart Monde ?*

d'intelligence, avec des possibilités considérables, et je me disais : « Ils sont en train de perdre leur temps à faire des discussions, alors que dans les quartiers pauvres, il y a des millions d'enfants qui ne savent même pas lire et écrire ». C'est là, que j'ai inventé le « savoir dans la rue » en disant : il faut que les étudiants viennent apprendre ce qu'ils savent, ce qu'ils ont appris, qu'ils le partagent avec ceux qui malheureusement n'auront jamais la possibilité d'aller à l'université, qui n'auront même pas la possibilité d'apprendre un métier, de suivre une formation. Alors j'ai été dans les bistrotts, j'ai été discuter avec eux, et puis j'ai réussi à en gagner quelques-uns, qui sont venus nous rejoindre ».

En effet, à l'époque, le Mouvement diffusait un tract qui appelait à cette mobilisation en faveur du partage du savoir :

« Les étudiants », pouvions-nous y lire, « ont contesté leur université et la diffusion traditionnelle de la culture, notre société dans ses structures et son mode de vie. Ils ont pris conscience du monde des sous-prolétaires, ce peuple rejeté dans une marginalité définitive et héréditaire, ce peuple qui ne possède plus aucune culture et se voit privé des moyens d'y accéder, ce peuple qui verra l'exclusion dont il est l'objet se renforcer puisqu'il est, de fait, inapte à participer à la vie publique.

Le moment est venu de rendre la culture à ceux qui en sont privés. Que faire ? Pour essayer de résoudre ce pro-

blème crucial que les équipes vivant en bidonville côtoient depuis dix ans, l'Aide à Toute Détresse invite enseignants, étudiants et tous les privilégiés de la culture à venir partager leur culture avec ceux qui en manquent si profondément. Ils constitueront des équipes d'action. Ensemble, ils réfléchiront aux liens audiovisuels qui permettront d'instaurer de véritables courants culturels stimulants. En équipe, ils organiseront une forme non encore expérimentée mais qui se veut dynamique, d'action culturelle et promotionnelle en bidonville. Venez nombreux à l'opération *“Le savoir dans la rue”*. »

Beaucoup d'autres choses pourraient encore être dites, et une étude approfondie reste à faire. Je conclurais cette première approche du mai 1968 du Quart Monde, en citant une note manuscrite du père Joseph. S'adressant à un interlocuteur non-identifié, il écrit : « [Tu dis : *“Le sous-prolétariat est la première victime du système (gaulliste)”*]. *Cela est vrai mais cela est aussi incomplet et partisan. Il laisse entendre que le seul système (gaulliste) a créé le sous-prolétariat et l'exploite. Or tout système actuel existant dans le monde crée et exploite le sous-prolétariat qu'il soit rural ou urbain. Je pense que le slogan eût été plus vrai si tu l'avais ainsi libellé : “Le sous-prolétariat est la première victime de tout système qui exploite l'homme ou écrase l'homme, ou ignore l'homme...”*. Ainsi tu fais une assertion politique, mais tu restes dans la vérité et dans des dimensions plus exactes ». ■